



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 28 avril au 04 mai 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Veille sanitaire.....	2
-COVID-19 : La COI reçoit une enveloppe supplémentaire de 2 millions d'euros de l'AFD	
- Lutte contre le Covid-19 : la COI offre du matériel de protection contre le Covid-19	
-Madagascar reçoit l'appui de la coi dans la lutte contre le Covid-19	

2. Centres d'Intérêts

2.1 Economie	11
- Un plan de relance pour éviter le désastre économique	
- Conjoncture – Une crise alimentaire après la crise sanitaire	
2.2 Transport aérien.....	13
-« Aire Mauritius a été asphyxiée par étouffement politique	

COVID-19 : La COI reçoit une enveloppe supplémentaire de 2 millions d'euros de l'AFD



Le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi.

Un nouveau don de 2 millions d'euros vient d'être accordé à la COI par l'Agence Française de Développement (AFD) en faveur du Réseau de Surveillance et d'Investigation des Epidémies (SEGA One Health) de la COI. Ce don, vient se rajouter au montant initial du projet RSIE 3 qui s'élève désormais à 10 millions d'euros. Ce financement de l'AFD permet à la COI de mettre en œuvre son deuxième plan de riposte face au Covid-19. Pour rappel, la COI a mis en œuvre, dès la mi-février, un premier plan d'urgence soutenu par l'AFD à hauteur de 500 000 €.

Le plan de riposte couvre les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Il mobilisera également la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien de la Croix-Rouge (PIROI) et l'Institut Pasteur de Madagascar, entre autres. Il soutiendra les Etats membres pour mener les actions d'urgence en réponse à l'épidémie de Covid-19. En clair, la COI procèdera à l'achat d'équipements et de médicaments, renforcera les capacités de diagnostic ou encore contribuera à renforcer la sensibilisation auprès des populations.

Les actions par pays

Pour les Comores : il est prévu la mise en place d'une plateforme RT-PCR, 50 000 tests rapides pour le diagnostic et 3 Genexperts pour l'ensemble du territoire. Il est prévu aussi d'équiper 4 centres de prise en charge sur l'ensemble du pays en les dotant des moyens adéquats tels que 12 respirateurs et 3 ambulances pour l'acheminement des malades dans les centres de traitement. A ce niveau d'autres appareils de réanimation, notamment 30 lits de réanimation, 34 appareils de suivi automatisé des patients, et bien d'autres matériels de première nécessité pour le traitement des malades en soins intensifs seront acheminés aux Comores. En plus de ces équipements, la COI apporte actuellement une contribution conséquente pour la communication et la sensibilisation de la population.

Pour Madagascar : 33 respirateurs et 10 concentrateurs d'oxygène seront mis à disposition pour 33 services de soins intensifs avec un total de 330 lits pour les Centres hospitaliers universitaires (CHU) dans les régions ainsi que 2100 équipements de protection (EPI) pour les 2000 professionnels de santé

qui prennent en charge les patients. Un plateau PCR et 5 appareils Genexperts vont renforcer les capacités des laboratoires des 5 CHU répartis dans les régions.

Pour Maurice : La COI procède à l'achat d'équipements et de réactifs PCR pour pouvoir réaliser 50.000 tests diagnostiques auprès de la population pour mener à bien les contacts tracing et dépister aussi les cas au niveau de la communauté. Il est aussi prévu l'achat des équipements de protection dont 5000 masques de protection de haute performance (FFP2 et N95), 5000 combinaisons et lunettes de protection pour les professionnels de santé en contact avec les malades ainsi que d'autres équipements requis pour la prise en charge des malades du Covid-19.

Pour les Seychelles : l'appui de la COI, se focalisera sur la prise en charge. Une quarantaine d'équipements de suivi des paramètres vitaux, aussi bien manuels qu'électroniques ainsi que d'autres équipements pour le suivi des patients en soins intensifs pour l'ensemble des structures de prise en charge des patients du Covid-19 seront fournis aux autorités du pays. Un centre de prise en charge pour la population, des ventilateurs et autres matériels de réanimation multifonction ainsi que des matériels de protection individuelle pour les professionnels de santé font partie de l'appui et des lots qui seront remis aux autorités pour lutter contre cette pandémie.

Avec ce plan de riposte, la COI témoigne de son engagement à soutenir la lutte régionale contre la pandémie de Covid-19.

« Cet appui additionnel et conséquent de l'AFD vient à point nommé, il permettra de continuer et amplifier notre soutien aux efforts de nos États membres pour protéger leurs populations contre la pandémie de Covid-19 », se réjouit le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi.

Ce deuxième plan de riposte au Covid-19 démontre l'importance de la coopération régionale en santé publique. Au cœur de cette coopération, il y a le réseau SEGA One Health de la COI, véritable sentinelle santé de l'Indianocéanie. Soutenu par l'AFD à travers le projet RSIE3 et coordonné par l'Unité de veille sanitaire de la COI, il réunit 250 professionnels de santé humaine et animale des États membres. Ce faisant, la COI est en mesure de soutenir ses États membres au plus près de leurs besoins.

Les principaux axes du plan d'urgence COI

La surveillance

Renforcer la surveillance aux points d'entrée pour détecter précocement tout cas importé et prendre les mesures adéquates pour arrêter la propagation du virus sur les territoires nationaux. Le plan d'urgence prévoit la construction/réhabilitation de centres de quarantaine et d'isolement, des ambulances et des dispositifs de contrôle de température (caméras thermiques), etc.

Capacités diagnostiques

En accord avec la stratégie proposée par l'OMS, un appui à l'augmentation des capacités diagnostiques afin de dépister un maximum de cas potentiels de Covid-19. L'amélioration des plateformes au niveau des laboratoires centraux, la mise à disposition d'outils de diagnostic déplaçables dans les

régions ou encore le déploiement de tests de diagnostic rapide pourront être menés. Par exemple, les Comores recevront une plateforme de diagnostic RT-PCR.

Prévention et contrôle des infections

La protection des professionnels de santé est une priorité. Ils sont le cœur du dispositif de riposte contre le Covid-19, faisant d'eux la catégorie de personnes la plus exposée à la contamination. La fourniture d'équipements de protection individuelle pourra permettre de répondre à cet enjeu, ouvrant ainsi le champ d'intervention de la COI dans le cadre du réseau SEGA One Health.

Prise en charge

La fourniture de médicaments ainsi que de matériels d'assistance respiratoire et de réanimation pour satisfaire les besoins des structures de soin conformément aux protocoles de prise en charge des différentes catégories de patients et aux stratégies nationales de riposte mises en place.

Communication

La mise en place d'activités de communication et sensibilisation afin d'informer les populations quant à la conduite à tenir en période de crise et d'assurer la visibilité des actions menées.

Partenariat opérationnel

Le partenariat avec la PIROI sera renforcé. La plateforme possède un dispositif composé de milliers de volontaires au niveau communautaires qu'elle pourra mettre à profit en faveur du respect des mesures préconisées (gestes barrières, confinement) pour certaines catégories de la population nécessitant des actions de proximité. Il en sera de même pour les populations malades à consulter les soignants en période de crise.

Les entrepôts de stockages et la filière d'achats d'équipements divers de la PIROI pourront être sollicités.

Lutte contre le Covid-19 : la COI offre du matériel de protection contre le Covid-19

By [Patrick Hilbert](#)



La Commission de l'océan Indien (COI) procède à un second don aux membres de cette instance. La commission a reçu une nouvelle enveloppe de deux millions d'euros (quelque Rs 86 millions) de l'Agence Française de Développement (AFD) en faveur du Réseau de Surveillance et d'Investigation des Epidémies (SEGA One Health) de la COI.

Ainsi, pour Maurice, la COI a annoncé, jeudi, 30 avril, dans un communiqué de presse, qu'elle procède à l'achat d'équipements et de réactifs PCR pour pouvoir réaliser 50 000 tests auprès de la population pour mener à bien le Contact Tracing et dépister les cas au niveau de la communauté. 5 000 masques de protection de haute performance (FFP2 et N95), 5 000 combinaisons et lunettes de protection pour les professionnels de santé en contact avec les malades et d'autres équipements requis pour la prise en charge des malades du Covid-19 seront achetés.

Ce don, explique la COI, vient se rajouter au montant initial du projet RSIE 3 qui s'élève désormais à 10 millions d'euros. Ce financement de l'AFD permet à la COI de mettre en œuvre son deuxième plan de riposte face au Covid-19. «Cet appui additionnel et conséquent de l'AFD vient à point nommé, il permettra de continuer et amplifier notre soutien aux efforts de nos États membres pour protéger leurs populations contre la pandémie de Covid-19», se réjouit le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi.

Covid-19 : la COI reçoit une enveloppe supplémentaire de 2 millions d'euros de l'AFD

Un nouveau don de 2 millions d'euros vient d'être accordé à la COI par l'Agence Française de Développement (AFD) en faveur du Réseau de Surveillance et d'Investigation des Epidémies (SEGA One Health) de la COI. Ce don, vient se rajouter au montant initial du projet RSIE 3 qui s'élève désormais à 10 millions d'euros. Ce financement de l'AFD permet à la COI de mettre en œuvre son deuxième plan de riposte face au Covid-19. Pour rappel, la COI a mis en œuvre, dès la mi-février, un premier plan d'urgence soutenu par l'AFD à hauteur de 500 000 €.

Le plan de riposte couvre les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Il mobilisera également la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien de la Croix-Rouge (PIROI) et l'Institut Pasteur de Madagascar, entre autres. Il soutiendra les Etats membres pour mener les actions d'urgence en réponse à l'épidémie de Covid-19. En clair, la COI procèdera à l'achat d'équipements et de médicaments, renforcera les capacités de diagnostic ou encore contribuera à renforcer la sensibilisation auprès des populations.

Les actions par pays

- Pour les Comores : il est prévu la mise en place d'une plateforme RT-PCR, 50 000 tests rapides pour le diagnostic et 3 Genexperts pour l'ensemble du territoire. Il est prévu aussi d'équiper 4 centres de prise en charge sur l'ensemble du pays en les dotant des moyens adéquats tels que 12 respirateurs et 3 ambulances pour l'acheminement des malades dans les centres de traitement. A ce niveau d'autres appareils de réanimation, notamment 30 lits de réanimation, 34 appareils de suivi automatisé des patients, et bien d'autres matériels de première nécessité pour le traitement des malades en soins intensifs seront acheminés aux Comores. En plus de ces équipements, la COI apporte actuellement une contribution conséquente pour la communication et la sensibilisation de la population.
- Pour Madagascar : 33 respirateurs et 10 concentrateurs d'oxygène seront mis à disposition pour 33 services de soins intensifs avec un total de 330 lits pour les Centres hospitaliers universitaires (CHU) dans les régions ainsi que 2100 équipements de protection (EPI) pour les 2000 professionnels de santé qui prennent en charge les patients. Un plateau PCR et 5 appareils Genexperts vont renforcer les capacités des laboratoires des 5 CHU répartis dans les régions.
- Pour Maurice : La COI procède à l'achat d'équipements et de réactifs PCR pour pouvoir réaliser 50.000 tests diagnostiques auprès de la population pour mener à bien les contacts tracing et dépister aussi les cas au niveau de la communauté. Il est aussi prévu l'achat des équipements de protection dont 5000 masques de protection de haute performance (FFP2 et N95), 5000 combinaisons et lunettes de protection pour les professionnels de santé en

contact avec les malades ainsi que d'autres équipements requis pour la prise en charge des malades du Covid-19.

- Pour les Seychelles : l'appui de la COI, se focalisera sur la prise en charge. Une quarantaine d'équipements de suivi des paramètres vitaux, aussi bien manuels qu'électroniques ainsi que d'autres équipements pour le suivi des patients en soins intensifs pour l'ensemble des structures de prise en charge des patients du Covid-19 seront fournis aux autorités du pays. Un centre de prise en charge pour la population, des ventilateurs et autres matériels de réanimation multifonction ainsi que des matériels de protection individuelle pour les professionnels de santé font partie de l'appui et des lots qui seront remis aux autorités pour lutter contre cette pandémie.

Avec ce plan de riposte, la COI témoigne de son engagement à soutenir la lutte régionale contre la pandémie de Covid-19. « Cet appui additionnel et conséquent de l'AFD vient à point nommé, il permettra de continuer et amplifier notre soutien aux efforts de nos États membres pour protéger leurs populations contre la pandémie de Covid-19 », se réjouit le le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi. Ce deuxième plan de riposte au Covid-19 démontre l'importance de la coopération régionale en santé publique. Au cœur de cette coopération, il y a le réseau SEGA One Health de la COI, véritable sentinelle santé de l'Indianocéanie. Soutenu par l'AFD à travers le projet RSIE3 et coordonné par l'Unité de veille sanitaire de la COI, il réunit 250 professionnels de santé humaine et animale des États membres. Ce faisant, la COI est en mesure de soutenir ses États membres au plus près de leurs besoins.



Madagascar reçoit l'appui de la COI dans la lutte contre le Covid-19

Un nouveau don de 2 millions d'euros vient d'être accordé à la COI par l'Agence Française de Développement (AFD) en faveur du Réseau de Surveillance et d'Investigation des Epidémies (SEGA One Health) de la COI. Ce don, vient se rajouter au montant initial du projet RSIE 3 qui s'élève désormais à 10 millions d'euros. Ce financement de l'AFD permet à la COI de mettre en œuvre son deuxième plan de riposte face au Covid-19. Pour rappel, la COI a mis en œuvre, dès la mi-février, un premier plan d'urgence soutenu par l'AFD à hauteur de 500 000 €.

Le plan de riposte couvre les Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles. Il mobilisera également la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien de la Croix-Rouge (PIROI) et l'Institut Pasteur de Madagascar, entre autres. Il soutiendra les Etats membres pour mener les actions d'urgence en réponse à l'épidémie de Covid-19. En clair, la COI procédera à l'achat d'équipements et de médicaments, renforcera les capacités de diagnostic ou encore contribuera à renforcer la sensibilisation auprès des populations.

Les actions par pays:

• **Pour les Comores** : il est prévu la mise en place d'une plateforme RT-PCR, 50 000 tests rapides pour le diagnostic et 3 Genexperts pour l'ensemble du territoire. Il est prévu aussi d'équiper 4 centres de prise en charge sur l'ensemble du pays en les dotant des moyens adéquats tels que 12 respirateurs et 3 ambulances pour l'acheminement des malades dans les centres de traitement. A ce niveau d'autres appareils de réanimation, notamment 30 lits de réanimation, 34 appareils de suivi automatisé des patients, et bien d'autres matériels de première nécessité pour le traitement des malades en soins intensifs seront acheminés aux Comores. En plus de ces équipements, la COI apporte actuellement une contribution conséquente pour la communication et la sensibilisation de la population.

• **Pour Madagascar** : 33 respirateurs et 10 concentrateurs d'oxygène seront mis à disposition pour 33 services de soins intensifs avec un total de 330 lits pour les Centres hospitaliers universitaires (CHU) dans les régions ainsi que 2100 équipements de protection (EPI) pour les 2000 professionnels de santé qui prennent en charge les patients. Un plateau PCR et 5 appareils Genexperts vont renforcer les capacités des laboratoires des 5 CHU répartis dans les régions.

• **Pour Maurice** : La COI procède à l'achat d'équipements et de réactifs PCR pour pouvoir réaliser 50.000 tests diagnostiques auprès de la population pour mener à bien les contacts tracing et dépister aussi les cas au niveau de la communauté. Il est aussi prévu l'achat des équipements de protection dont 5000 masques de protection de haute performance (FFP2 et N95), 5000 combinaisons et lunettes de protection pour les professionnels de santé en contact avec les malades ainsi que d'autres équipements requis pour la prise en charge des malades du Covid-19.

• **Pour les Seychelles** : l'appui de la COI, se focalisera sur la prise en charge. Une quarantaine d'équipements de suivi des paramètres vitaux, aussi bien manuels qu'électroniques ainsi que d'autres équipements pour le suivi des patients en soins intensifs pour l'ensemble des structures de prise en charge des patients du Covid-19 seront fournis aux autorités du pays. Un centre de prise en charge pour la population, des ventilateurs et autres matériels de réanimation multifonction ainsi que des matériels de protection individuelle pour les professionnels de santé font partie de l'appui et des lots qui seront remis aux autorités pour lutter contre cette pandémie.

Plus d'information voir les liens ci-dessous :

- <https://www.webmauritius.com/article/defimedia/Lutte+le+Covid19+%3A+la+COI+offre+du+mat%C3%A9riels+protection+contre+le+Covid-19/1905054>
- <http://www.maurice-info.mu/2020-04-30-la-coi-recoit-une-enveloppe-supplementaire-de-2-millions-deuros-pour-la-lutte-contre-le-covid-19.html>
- <https://www.memento.fr/article/30-04-2020-la-coi-recoit-une-enveloppe-supplementaire-de-2-millions-d-euros-de-financement-par-lafd-pour-la-lutte-contre-le-covid-19>
- <http://ecoaustral.com/la-coi-recoit-deux-millions-deuros-supplementaires-de-lafd-contre-le-covid-19>
- <https://mbcradio.tv/article/covid-19-2-millions-d%E2%80%99euros-de-financement-par-l%E2%80%99AFD-la-coi>
- <https://www.newsmada.com/2020/04/23/riposte-au-covid-19-2-millions-deuros-de-lafd-pour-la-coi/>
- <https://lejournaldemaurice.mu/2020/05/01/covid-19-2-millions-d-euros-de-financement-par-lafd-a-la-coi/>
- <https://www.afd.fr/fr/actualites/communique-de-presse/riposte-epidemie-covid-19-la-france-renforce-son-appui-aux-pays-de-l-ocean-indien>
- <https://www.inside.news/covid-19-la-coi-recoit-une-enveloppe-supplementaire-de-2-millions-deuros-de-lafd>
- <https://www.wazaa.mu/fr/covid-19-don-d-euros-2-millions-de-l-agence-francaise-de-developpement-a-la-coi>
- <https://www.panapress.com/Coronavirus-French-Development-A-a-630639669-lang2.html>

PAGE 4 • L'express du mercredi 29 avril 2020 • www.lexpress.mu

Économie

laPresseMauricie

COVID-19

Milan ANGANAH, Olivia EDOUARD et Florian LEPOINTEUR

À quatre jours du déconfinement graduel et de la reprise des activités économiques, les yeux sont braqués sur le ministre des Finances, qui doit, cette semaine, présenter son plan de relance économique.

Un plan de relance pour éviter le désastre économique



Plusieurs d'entre nous devront reprendre le chemin du travail très bientôt.

CES derniers jours, Renganaden Padayachy et son équipe de techniciens ont mis la dernière main à son élaboration. Le ministre des Finances sait qu'il n'a pas droit à l'erreur car la population, ainsi que les opérateurs économiques, ont besoin d'un signal fort pour les rassurer que le pays ne se dirige pas droit vers la banqueroute. La note sera certes salée pour le *haut ont*, soit une enveloppe supérieure à Rs 50 milliards ou l'équivalent de 10 % du Produit Intérieur Brut (PIB).

Pour le moment, très peu de détails ont filtré quant au contenu de ce plan. Ces derniers jours, le ministre Padayachy a eu des contacts tous azimutés avec les principaux acteurs de l'économie pour partager son analyse sur l'ampleur de la crise, elle-même liée aux conséquences économiques de la pandémie. Dans la foulée, il a écouté leurs inquiétudes par rapport à la reprise. La situation a entre-temps empiré avec la mise en administration volontaire du transport aérien national. À Maurice, première victime du confinement total du pays, avec la fermeture de l'aéroport aux étrangers, le 18 mars dernier.

Le crash de MK est certes venu compliquer la donne pour certains secteurs comme le tourisme et la manufacture, déjà sérieusement touchés par les effets économiques de la pandémie et qui dépendent directement sur l'avionneur national pour assurer leur survie.

MANŒUVRE LIMITÉE

Il va sans dire que la conjoncture économique actuelle du pays, avec une contraction de 6,8 % à l'horizon de 2020, selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI) mais qui, selon la Banque de Maurice pourrait passer à deux chiffres, va forcer le ministre des Finances à risquer d'aller tout droit dans le mur, ne lui laissant que l'option d'une manœuvre limitée. D'autant plus que d'autres indicateurs macroéconomiques ne sont guère rassurants, soit une inflation galopante

à 8,5 %, un taux de chômage atteignant un pic de 18 % et une balance de paiements, qui pourrait être déficitaire pour la première fois depuis 15 ans.

La priorité du Premier ministre, Pravind Jugnauth, est certes de limiter la casse en réduisant au maximum les risques de licenciements massifs dans les entreprises, un cassemer pour tout travailleur durant une période de confinement où il doit, comme c'est le cas d'ailleurs pour une grosse majorité de la population active, se contenter d'un salaire de base.

D'où d'ailleurs, le plan d'assistance lancé par le gouvernement pour payer les salaires des employés du privé et ceux des *Sol-employés* pour les mois de

mars et d'avril. Une démarche, qui ne peut garantir qu'il n'y ait pas d'employés jetés sur le pavé par les entreprises, qui malgré les salaires de base payés à 50 % par l'État, ne pourront pas soutenir les coûts financiers de plus d'un mois d'arrêt d'activités économiques, fragilisant, dans la foulée, leurs trésoreries. D'ailleurs, c'est le cas car certaines entreprises se trouvent déjà dans une logique de dépôt de bilan.

CHOC DE DEMANDE

Le gouvernement entend-il jouer, à la fois, sur l'offre et la demande en actionnant la politique monétaire et budgétaire pour relancer l'économie ? Économistes et spécialistes

adoptent des positions divergentes quant à ce plan de relance. L'économiste Eric Ng persiste et signe. Le Covid-19, dit-il, est un choc d'offre, qui a diminué énormément la capacité productrice de l'économie alors que la demande ne s'est pas réduite, vu que la fourniture de certains biens et services a été interdite.

Du coup, il s'attend à ce que le gouvernement revise ses priorités de dépenses pour réalocuer ses fonds à la santé publique et aux efforts de secours du secteur privé. « Les politiques gouvernementales *seront payées, non pas à l'aune du PIB, mais par la foi d'acteurs* la dette des micro-entrepreneurs, des indépendants et des familles vulnérables, et de minimiser les déficits en les limitant à un seuil

des firmes, qui sont stables. L'accent doit être mis sur la liquidité des entreprises et des ménages, et non sur la demande *après*, analyse l'économiste *livr plus late* sans déroger sur les attentes des stakeholders par rapport au plan de relance du gouvernement ».

Une posture à laquelle ne souscrit pas totalement d'autres analystes. Rajeev Hoosh estime qu'il ne faut pas que le gouvernement *ouvre flood money* *after had money*. S'il reconnaît qu'il y a des mesures urgentes à prendre pour sauver l'économie et éviter qu'elle ne sombre dans la récession, il faut, en même temps, penser sur le long terme et doser les investissements pour que le gouvernement ait encore la capacité financière d'injecter des

fonds après la crise et donner un nouveau souffle à l'activité économique.

« Il y a lieu d'ajuster l'outil de distribution *notre base économique et de dépendre* moins de l'importation pour la consommation locale. Il existe aujourd'hui deux secteurs à prioriser et de remodeler ces deux secteurs d'activités. » De plus, le choc d'offre, ajoute-t-il, sera temporaire car avec le déconfinement, les entreprises reprendront leurs activités. En revanche, tel ne sera pas le cas pour la grande majorité de la population, qui traumatisée par les effets du Covid-19, sera plus encline à *épargner* pour des lendemains difficiles au lieu d'arpenter les corridors des shopping centres et des magasins.

Tout est une question d'approche et de stratégie face à la crise, disent les experts. Eric Ng est convaincu que « le soutien ne doit pas être *une-dimensionnel*, car entre des *reportis d'impôts et de cotisations*, qui soulagent la trésorerie des entreprises, l'État doit *prendre* *garantir, en partie, leurs pertes* *bonaires pour qu'ils restent solvables*. Rajeev Hoosh pousse la réflexion plus loin et se demande si ce n'est pas le bon moment pour remettre l'économie à plat et réfléchir à un nouveau modèle, privilégiant des secteurs d'avenir et laissant mourir d'anciens incapables de s'adapter à la nouvelle conjoncture économique. « Il faut un plan

d'ensemble de cinq ans, avec un *monté un financement de Rs 150 milliards*, qui sera réparti sur cette période pour bâtir cette nouvelle architecture économique. »

La responsabilité incombe donc à Renganaden Padayachy et à son plan de relance. Face à des secteurs, qui sont dans le coma comme l'hôtellerie et le textile, et à d'autres comme des sociétés, qui subiront une contraction allant de 20 à 30 % de leur chiffre d'affaires selon les calculs des experts, le ministre des Finances aura à arbitrer. S'il opte pour un partage des fardeaux financiers des grosses sociétés, il y a d'autres qui nécessiteront un sauvetage complet comme les petites et moyennes entreprises ou encore, dans des domaines difficiles au lieu d'arpenter les corridors des shopping centres et des magasins.

Reste le montant du plan de sauvetage. Renganaden Padayachy a déjà indiqué que le gouvernement dispose de Rs 40 milliards jusqu'à la fin de juin 2020 sur un montant voté de Rs 121 milliards pour l'année financière 2019-2020. Le gouvernement de la Banque de Maurice, Harveesh Seepokan, s'appuie, lui, sur les réserves brutes en devises étrangères, estimées à Rs 274 milliards en février dernier, pour soutenir l'économie durant cette période de crise.

En attendant, les experts risquent pour mettre en avant leur lot de propositions pour sortir le pays de la crise, en s'appuyant sur leurs responsabilités citoyennes. Tant mieux pour les idées...

Conjoncture – Une crise alimentaire après la crise sanitaire

🕒 2 mai 2020 👤 Tolotra Andrianalizah 👁 476 Vues 📖 2 minute(s) pour lire



Les impacts de la pandémie de covid-19 vont au-delà de la crise sanitaire. Le Cercle de réflexion des économistes de Madagascar prédit une crise alimentaire.

Il faudra se préparer à une crise des denrées alimentaires au moins au cours des deux prochaines années», lance le membre du Cercle de réflexion des économistes de Madagascar Rado Ratobisaona. Il y a un risque que les pays qui exportent les produits de première nécessité réduisent leurs exportations dans les mois à venir. La réduction des activités de production liée aux différentes mesures de confinement a touché l'ensemble des secteurs y compris le secteur alimentaire, explique un autre membre du CREM. Cela a entraîné ces dernières semaines l'emballement des marchés internationaux notamment des céréales. Il y a également l'incertitude autour de la prochaine récolte en Europe, menacée par une possible sécheresse. Par conséquent, des importateurs font déjà des réserves en prévision d'une possible pénurie, des achats justifiés par la décision d'un nombre de plus en plus important de pays de suspendre leurs exportations. C'est le cas de la Russie, le premier exportateur mondial de blé. Moscou a en effet décidé de ne plus exporter du blé, du seigle, de l'orge et du maïs jusqu'au 1er juillet. Raison évoquée la stabilisation et la sécurisation du marché national russe.

Indépendance alimentaire

Cette analyse du CREM rejoint ainsi celle de l'ONU qui craint un potentiel risque de pénurie alimentaire à l'échelle mondiale liée à la pandémie. «Parallèlement à la pandémie de COVID-19 se profile également une

pandémie de faim», a lancé il y a quelques jours le directeur exécutif du Programme alimentaire mondial (PAM) David Beasley lors d'une session virtuelle du Conseil de sécurité des Nations Unies. Le PAM craint alors que le nombre de personnes souffrant de la faim risque que doubler en 2020.

Dans ce sens, il est primordial pour le CREM que Madagascar se prépare à cette éventualité. L'association prône la mise à profit des avantages naturels du pays. Le PCA de l'association David Rakoto avance la mobilisation de la population pour une plantation vivrière massive comme le maïs, le manioc ou la canne à sucre pour garantir l'approvisionnement alimentaire. Le CREM estime également que le moment est venu pour le pays de penser plus que jamais à l'indépendance alimentaire en boostant le secteur agroalimentaire et agro-industriel. «L'idée est de produire nous même nos produits de première nécessité», souligne Rado Ratobisaona.

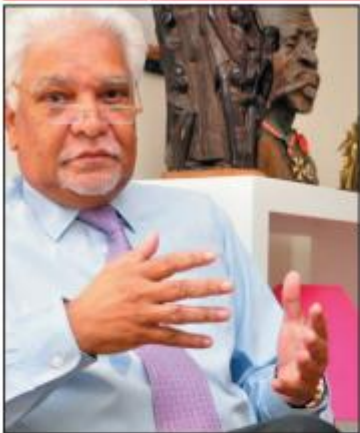
Interview Mauritius Times Friday, May 1, 2020 8

Interview: Jean-Claude de l'Estrac

"Air Mauritius a été asphyxiée par étouffement politique..."

... par l'Hôtel du gouvernement ou par ses délégués-paillassons au conseil d'administration... mais pas uniquement sous ce gouvernement"

La crise du coronavirus n'est pas uniquement sanitaire, elle est aussi financière. Et les répercussions sur l'économie réelle et le social peuvent être très nombreuses. Chaque Etat touché par le Covid-19 doit désormais se pencher sur des solutions immédiates et à moyen terme pour parer à toute forme de vulnérabilité. Jean-Claude de l'Estrac nous livre ses réflexions...



Mauritius Times : La décision de placer Air Mauritius sous administration volontaire est probablement un signe précurseur de l'impact du Covid-19 sur Maurice avec des conséquences économiques jamais vues depuis plus de cent ans. Pensez-vous que le pays, ses dirigeants tant dans le secteur public que dans le secteur privé, et la population ont bien pris la mesure de ce qui nous attend en termes de souffrances, de misères, de sacrifices dans les mois à venir et de leur impact sur le plan social ?

Jean-Claude de l'Estrac: Ne mélangons pas torchons et serviettes. Covid 19 ou pas, Air Mauritius était en phase terminale financière depuis plusieurs années. Pour une foule de raisons que de nombreux observateurs ont évoqué ces jours derniers.

Même si leurs explications diffèrent parfois, il y a une explication qui fait l'unanimité : Air Mauritius a été asphyxiée par étouffement politique. Et pas uniquement sous ce Gouvernement. Pratiquement toutes les décisions stratégiques qui ont plombé la compagnie ont été dictées, depuis plusieurs années, par l'Hôtel du gouvernement ou par ses « délégués-paillassons » au conseil d'administration.

Il est peut-être aussi encore trop tôt pour mesurer le plein impact de la pandémie et du confinement. Tout dépendra de la durée la paralysie économique ici et chez nos divers partenaires.

Mais on sait déjà que cela fera mal, très mal en termes de chômage accru et de baisse du pouvoir d'achat. Effectivement, une crise sociale n'est pas exclue.

Au point où nous en sommes, certaines des réformes à faire seront nécessairement douloureuses. Elles risquent de ne pas se faire si elles devaient être le seul fait d'un gouvernement. En tout cas, pas d'un gouvernement qui a sans cesse les yeux rivés sur les prochaines élections...

* Outre la pandémie de Covid-19 elle-même, il y a aussi une pandémie d'inquiétude quant aux conséquences économiques de la propagation de cette maladie sur le plan mondial. La source d'anxiété sur le plan économique réside dans notre incertitude quant à ce qu'il convient de faire, affirme Robert J. Shiller dans un article publié par Project Syndicate. Pensez-vous qu'au stade où nous en sommes, nous disposons des ressources et des stratégies pour faire face et surmonter les nouveaux challenges qui se présentent devant le pays ?

La question n'est pas celle de savoir si le pays dispose de ressources intellectuelles et gestionnaires pour aider le pays à surmonter les épreuves qui se profilent.

La réponse courte est : oui, ce pays en a la capacité. Mais la vraie question est celle de savoir s'il existe aujourd'hui un cadre, une plateforme, et surtout une volonté politique mobilisant la contribution de tous. Le Gouvernement risque de payer très cher l'arrogance de son cavalier-seul.

Cette crise sans précédent, cette catastrophe économique et sociale, nous invite à beaucoup d'humilité. Un grand nombre de nos certitudes ont été ébranlées, nous avons bien vu combien nos pratiques, dans le secteur public comme dans le secteur privé, nous ont mal préparés à ce qui était, après tout, pas si imprévisible.

Il y a une dimension, toutefois, qui n'a pas été débattue jusqu'ici : ce sont les problèmes liés au morcellement du marché aérien régional desservi par quatre petites compagnies, toutes concurrentes, et toutes en grandes difficultés financières depuis des années.

La question avait été largement débattue au cours d'un symposium, convoqué, en mai 2013, à l'initiative de la Commission de l'Océan Indien. Le rapport, publié, suite à la conférence, avait démontré combien cette situation, à l'opposé de ce qui se passe ailleurs, devait conduire à un échec régional.

Les auteurs du rapport Les ailes de l'Indianoçéanie écrivaient : « Dans l'aérien, on meurt seul ou on survit ensemble ». Ils expliquent : « Le transport aérien dans l'Indianoçéanie est confronté à cette réalité. Hélas, dénué de vision globale et de perspective partagée, le vieux modèle, essouffé, meurt lentement, privant la région des bénéfices que pourrait lui procurer une compétitivité aérienne compétitive ».

C'est fort de cette analyse que j'ai engagé, à la direction de la COI, des discussions avec l'ensemble des compagnies aériennes de la région, en vue d'une fusion des quatre compagnies ou à défaut d'une bien plus grande coopération, avec possiblement un partenaire stratégique commun.

Nous avions même commencé la discussion sur la création d'un marché aérien unique, un Indian Ocean Single Aviation Market (IOSAM) sur le modèle utilisé en Asie du Sud-Est – c'était une proposition intéressante des Seychelles. Elle est plus que jamais pertinente. L'Indianoçéanie émerge du Covid-19 comme une région saine, ce qui sera un atout indiscutable pour le tourisme nouveau.

* Mais pourquoi cela ne s'est jamais concrétisé ?

C'est Air Mauritius qui a tué le projet. Ses représentants, convoqués à une réunion de présentation, au bureau de Navin Ramgobam, alors Premier ministre, avaient rejeté toute idée de coopération avec les autres pays de la région, et même le soutien acquis de l'Union européenne pour des études complémentaires, déclarant qu'Air Mauritius a les moyens de créer seule une compagnie régionale et qu'elle le ferait.

Et le secrétaire général de la COI de faire remarquer alors que si la compagnie régionale projetée ne devait être qu'une subsidiaire d'Air Mauritius, elle ne serait pas une compagnie régionale, pas dans le sens de la création d'un transporteur pour la desserte aérienne des îles de l'Indianoçéanie et du reste du monde.

Ainsi est morte l'idée d'une compagnie régionale qui aurait permis la mutualisation des faibles moyens de chacune des compagnies nationales.

* Pour en revenir au Covid 19, pensez-vous que nos dirigeants ont vraiment bien pris la mesure de ce qui nous attend ?

Je crains que nos ministres sont toujours à la recherche urgente de solutions aux problèmes immédiats, et cela se comprend.

» Suite en page 9

Suite de l'article :

- <http://www.mauritiustimes.com/mt/air-mauritius-a-ete-asphyxiee-par-etouffement-politique/>